**Avocats**
sans frontières
Canada

# Rapport annuel 2022-2023

Justice
Solidarité
Coopération
Engagement
Intégrité
Indépendance

# Élevons **nos voix**

## Notre mission

Avocats sans frontières Canada (ASFC) est une organisation non gouvernementale de coopération internationale, qui, depuis 20 ans, contribue à la mise en œuvre des droits humains de personnes en situation de vulnérabilité par le renforcement de l'accès à la justice et à la représentation juridique.

## Notre approche

- Défendre et promouvoir activement la primauté du droit ;
- Lutter contre l'impunité sous toutes ses formes ;
- Renforcer les capacités des intervenant.e.s de la justice et des membres de la société civile ;
- Agir pour renforcer la sécurité et l'indépendance des avocates et des avocats défenseur.e.s des droits humains ;
- Offrir de la formation continue pour les professionnel.le.s du droit ;
- S'assurer de la tenue de procès justes et équitables.

## Les bénéficiaires de nos actions

Les personnes qui bénéficient de nos actions sont les personnes en situation de vulnérabilité, notamment des femmes victimes de violences basées sur le genre, des jeunes, des membres des communautés autochtones, des personnes discriminées en raison de leur identité sexuelle et de genre et toute personne dont les droits humains ont été violés.

Illustration page couverture © Frédérique Beauchamp

# L’autonomisation par le droit pour faire **face à l’adversité**

**Delia Cristea**
Présidente du conseil d’administration

**Pascal Paradis**
Directeur général

La période du 1er avril 2022 au 31 mars 2023 a notamment été marquée par les célébrations du 20e anniversaire d’Avocats sans frontières Canada (ASFC).

Des événements spéciaux ont eu lieu dans chaque bureau d’ASFC, une nouvelle identité visuelle a été dévoilée et la campagne de financement a permis de récolter une somme record de plus de 430 000 $.

Une initiative d’accompagnement des victimes de violences sexuelles liées au conflit armé a été lancée en Ukraine avec les courageuses juristes de l’Association des avocates ukrainiennes (JurFem). Il s’agit d’un tout nouveau contexte d’intervention pour ASFC, qui se considère privilégiée de pouvoir appuyer la société civile ukrainienne.

ASFC a également effectué ses premières missions en République démocratique du Congo, dans le cadre du projet « Tumaini, santé et droits des femmes, des adolescentes et des enfants » mis en œuvre par l’Unité de santé internationale de l’Université de Montréal avec la Fondation Panzi du prix Nobel de la paix Denis Mukwege.

C’est aussi une époque de premiers pas au Sénégal, où nous participons au démarrage du projet « Appui à l’autonomisation économique et sociale des femmes et des jeunes au Sénégal (PAFEJ) », un projet visant à renforcer l’autonomie économique et sociale des femmes et des jeunes entrepreneurs, mené par Développement international Desjardins.

Avec 18 projets dans 11 pays dans la zone Amériques / Caraïbes (Haïti, Colombie, Guatemala, Honduras, Salvador), en Afrique (Mali, Bénin, Burkina Faso, République démocratique du Congo, Sénégal) et en Europe de l’Est (Ukraine), en plus des activités au Canada, ASFC atteint une diversité géographique inédite alors qu’elle aborde sa 21e année.

La coopération volontaire a aussi repris de façon marquée au cours de la dernière année. Avec 26 coopérantes et coopérants volontaires sur le terrain, ASFC a atteint le nombre le plus élevé de volontaires depuis le début de la pandémie de COVID-19.

Il y a bien sûr des ombres au tableau, dont la volatilité et la complexité des contextes dans lesquels s'inscrit aujourd'hui la coopération internationale : guerres, attaques terroristes et recul marqué de l'État de droit et de la démocratie.

## Malgré ces contraintes, l'autonomisation par le droit continue de faire ses preuves.

L'année 2022-23 a été ponctuée de victoires devant les tribunaux qui favorisent la justice et l'égalité, de percées pour la justice transitionnelle qui contribuent à la réconciliation et de gains dans la lutte à la corruption et à l'impunité.

ASFC et des dizaines d'organisations partenaires ont ainsi été au premier plan des enjeux parmi les plus brûlants de l'actualité mondiale.

La protection des droits sexuels et reproductifs des femmes se joue désormais sur plusieurs fronts au-delà du renversement de la décision Roe v. Wade qui garantissait le droit à l'avortement aux États-Unis. Au Honduras, ASFC participe activement à la contestation de l'interdiction absolue de l'avortement.

Les droits des communautés des diversités sexuelles et de genre sont aussi en jeu. Des personnes trans ont pu obtenir le droit au changement de nom au Salvador.

La lutte pour l'égalité de genre et contre les violences basées sur le genre s'est également poursuivie. En Haïti, une nouvelle génération de jeunes avocates et avocats s'y attaque pour faire libérer des femmes en situation de détention abusive. Au Guatemala, la problématique de la violence sexuelle dans les écoles a été mise en évidence et une condamnation a été obtenue contre un professeur accusé par son élève.

Un Forum interaméricain sur la lutte contre la traite de personnes organisé par ASFC en Colombie a permis à des collaborations transnationales de se développer pour mieux lutter contre ce crime devenu un véritable fléau international.

Alors qu'il s'agissait d'un sujet tabou, la pratique de l'esclavage par ascendance constitue désormais une préoccupation importante de l'État malien, qui s'est traduite par la tenue de plusieurs procès criminels contre les « maîtres » de personnes considérées comme esclaves en raison de ce même statut attribué à leurs parents et l'engagement du gouvernement d'adopter une loi spécifique pour mettre un terme à la pratique. Le rôle des organisations de la société civile, appuyées notamment par ASFC, a été déterminant pour obtenir ces gains.

## Tout ceci nécessite évidemment des moyens conséquents puisque tous les services d'ASFC à travers le monde sont gratuits.

À un peu plus de dix-sept millions de dollars, le budget d'opération 2022-2023 de l'organisation a cru de deux millions de dollars par rapport à l'année précédente et nous espérons que cette croissance se poursuivra pour l'exercice 2023-2024.

Ce ne sont là que quelques-uns des faits saillants de l'année 2022-2023 d'ASFC et de ses partenaires. Vous pourrez en apprendre plus en parcourant le présent rapport annuel qui, nous l'espérons, saura vous inspirer en démontrant que oui, la justice est possible.

# Avocats sans frontières **en chiffres**

**31**
**missions de coopération volontaire**

Plus de
**105 800**
**personnes en situation de vulnérabilité**
ont directement ou indirectement bénéficié de nos actions ou de celles de nos partenaires

**8**
**bureaux dans le monde**
(Bamako, Bogotá, Ciudad de Guatemala, Québec, Montréal, Port-au-Prince, San Salvador et Tegucigalpa) et **3 antennes** régionales en Colombie (Medellín, Bucaramanga et Pasto)

Plus de
**100**
**dossiers emblématiques de violations des droits humains**
portés devant les tribunaux et instances internationales

Une équipe de

**161**

**employé.e.s, coopérant.e.s volontaires et stagiaires**

déployé.e.s à l'échelle nationale et internationale

**135**

**partenaires accompagnés et renforcés**

**18**

**projets de coopération internationale**

Plus de

**17 800**

**victimes accompagnées,**

notamment grâce aux services d'aide juridique et d'assistance judiciaire offerts par nos partenaires

**11**

**pays d'intervention**

(Canada, Colombie, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Mali, Bénin, Burkina Faso, République démocratique du Congo, Ukraine)

# Retour en force de la **coopération volontaire**

La coopération volontaire reprend son envol. Vingt et un volontaires internationaux.ales sont déployé.e.s dans six pays (Honduras, Colombie, Guatemala, El Salvador, Mali et Bénin), en plus de cinq volontaires nationales en Colombie et au Guatemala. C'est le nombre le plus élevé de volontaires déployé.e.s depuis le début de la pandémie de Covid-19.

**10**

**participations aux projets**

(JUSTICIA, No Mas Trata, Unid@s, Demujeres, FPDDH, NQSF, Justram, SLIM, JUPAX, PLURIELLES)

**5**

**nationaux.ales**

**26**

**coopérant.e.s volontaires**

**21**

**internationaux.ales**

De plus en plus de volontaires proviennent des pays d'Amérique latine et d'Afrique et s'ajoutent désormais à celles et ceux du Canada et de l'Europe.

# Nos voix dans **le monde**

Marche du 8 juin contre la violence faites aux femmes, projet JUPAX, Bamako, Mali, © ASFC

# Colombie

« Les sujets abordés dans le cadre des ateliers Retejiendo saberes sont très pertinents. Ils nous ont fourni de nouveaux éléments pour mieux comprendre les mécanismes existants pour faire face aux situations qui nous concernent en tant que victimes du conflit armé en Colombie, en tant que femmes ou en tant que personnes en situation de vulnérabilité à cause de notre engagement social. » – (traduction libre)

– Nini Saenz, participante des formations du département d'Antioquia dans le cadre du projet Justice transitionnelle pour les femmes

Clôture du projet « Justice transitionnelle pour les femmes », projet JUSTRAM, Bogota, Colombie, © ASFC

## Projets

- « Renforcement de la lutte contre la traite de personnes en Colombie » (Non à la traite) – 2021-2023, Affaires mondiales Canada – Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité (PARCLC).
- « Justice transitionnelle pour les femmes » (JUSTRAM) – 2017-2022, Affaires mondiales Canada – Programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOP).
- Nouveau Québec sans frontières (NQSF) – 2021-2024, Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec.
- « Renforcement de capacités pour la lutte contre la traite de personnes dans le Nord de l'Amérique centrale et en Colombie » (FINTRATA) – 2022-2026, Affaires mondiales Canada – Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité (PARCLC).

---

## Résultats

- Près de quatre millions de personnes sont touchées par la **campagne de sensibilisation contre la traite de personnes** (Cœur Bleu – *Corazón Azul*) grâce à la collaboration entre ASFC, le bureau du Protecteur du citoyen (*Defensoría del Pueblo*) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC). La campagne a permis le renforcement des connaissances des agentes et agents de l'État et de la population colombienne ainsi que l'octroi de ressources pour la dénonciation du crime de traite de personnes et l'accompagnement des victimes.
- Des États s'engagent contre la traite de personnes à Bogota à la suite de leur participation au **Forum interaméricain sur la lutte contre la traite de personnes**, organisé par ASFC. Le succès du forum a permis de stimuler le développement de partenariats potentiels.
- Les droits des **femmes victimes de violences basées sur le genre dans le contexte du conflit armé** sont mieux protégés grâce à des services gratuits de représentation juridique offerts par cinq organisations partenaires d'ASFC.
- Quarante-et-un cas de **crimes internationaux commis durant le conflit armé** sont documentés dans le rapport d'ASFC « La complémentarité de la justice en Colombie : une contribution à la lutte contre l'impunité des crimes internationaux », présenté à la Cour pénale internationale et à la Juridiction spéciale pour la paix de la Colombie. L'analyse présente également une stratégie pour enquêter sur les plus hauts responsables des crimes et les sanctionner.

---

## Partenaires

- Colectiva Justicia Mujer
- Comisión para el esclarecimiento de la Verdad
- Corporación 8 de Marzo
- Corporación Caribe Afirmativo
- Corporación Espacios de Mujer
- Corporación Guassimi
- Corporación Humanas
- Corporación Justicia y Dignidad
- Corporación Rostro Caribe
- Corporación SerVoz
- Defensoría del Pueblo
- Equipo Jurídico Pueblos
- Fundación Marcela Loaiza
- FUNDEPAZ
- Fundación Feminicidios Colombia
- Jurisdicción Especial para la Paz
- Observatorio de Asuntos de Género de Norte de Santander
- Universidad de la Sabana
- Universidad Libre
- Universidad industrial de Santander
- Red de Mujeres de Cali

# El Salvador

« Grâce à la représentation judiciaire de Me Oswaldo Feusier, cabinet partenaire d'ASFC, j'ai pu avoir accès à mon dossier et connaître les détails de mon procès pour la première fois. Je me sens moins vulnérable. »

– Défenseure de droits humains, salvadorienne, criminalisée et condamnée pour diffamation après avoir dénoncé publiquement un professeur qui avait agressé plusieurs jeunes étudiantes

Des jeunes activistes féministes à San Salvador affichent une bannière contre les violences féminicides, mars 2023, projet Unid@s, San Salvador, El Salvador. © ASFC

## Projets

- « Meilleur accès à la justice pour les victimes de violences fondées sur le genre » (Unid@s), 2021-2024, Affaires mondiales Canada – Programme d'aide bilatérale.
- « Renforcement de capacités pour la lutte contre la traite de personnes dans le Nord de l'Amérique centrale et en Colombie » (FINTRATA), 2022-2026, (Guatemala, Honduras, El Salvador et Colombie), Affaires mondiales Canada – Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité (PARCLC).

## Résultats

- Deux cabinets d'avocat.e.s spécialisé.e.s en litige stratégique de droits humains sont créés, ce qui a notamment permis de soutenir **34 cas emblématiques et 40 victimes devant les tribunaux**, particulièrement dans des cas de discrimination et de violences basées sur le genre.
- **La condamnation d'un professeur** d'université pour l'agression d'une étudiante contribue à la justice et à l'établissement d'une jurisprudence favorable aux victimes dans un domaine où règne une grande impunité.
- Des personnes trans, accompagnées par notre partenaire ASPIDH, espèrent bientôt pouvoir changer de nom : une étape importante pour reconnaître leur identité de genre. Elles gardent espoir de voir leur souhait se réaliser après la décision de la Cour suprême demandant à l'État salvadorien d'adopter une loi sur l'identité.
- Deux des quatre personnes accusées d'avoir dissimulé le **féminicide** de Fernanda Najera ont finalement été traduites en justice et un mandat d'arrêt international a été lancé contre un des présumés auteurs, actuellement en fuite à l'étranger.

## Partenaires

- Agrupación ciudadana por la despenalización del aborto en El Salvador (Agrupación)
- Asociación ASPIDH arcoiris trans
- Asociación de mujers ciegas de El Salvador (AMUCES)
- Cabinet de Me Karla Ayala
- Cabinet de Me Oswaldo Feusier
- Coalición Regional Contra la Trata de Personas y Tráfico Ilícito de Migrantes
- Comunicando y capacitando a mujeres trans (COMCAVIS TRANS)
- La Colectiva feminista para el desarrollo local
- Organización de mujers salvadoreñas por la paz (ORMUSA)

# Guatemala

« Pour que le soutien se poursuive, il est nécessaire de rendre visible ce qui se passe au Guatemala à l'encontre des défenseur.e.s et des acteurs.rices de la justice, la crainte constante d'une nouvelle criminalisation subsiste. »

– Défenseur des droits humains du Guatemala.

Séance de travail avec des leaders d'organisations autochtones dans le cadre de l'évaluation du projet DEMUJERES, Ville de Guatemala, Guatemala, © Tobias Zamora

## Projets

- « Droits et justice pour les femmes et les filles au Guatemala » (DEMUJERES) – 2019-2023, en partenariat avec le CECI – Affaires mondiales Canada – Programme d'aide bilatérale.
- « Fonds de protection des droits de la personne au Guatemala » – 2021-2026, Affaires mondiales Canada – Programme d'aide bilatérale.
- « Promotion des droits humains au Guatemala » (PPG) – 2022-2023, Agence suédoise de coopération internationale pour le développement.
- « Renforcement de capacités pour la lutte contre la traite de personnes dans le Nord de l'Amérique centrale et en Colombie » (FINTRATA) – 2022-2026, Affaires mondiales Canada – Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité (PARCLC).
- Nouveau Québec sans frontières (NQSF) – 2021–2024, Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec.
- La programmation d'ASFC au Guatemala est également appuyée par la Fondation Ford, la Fondation Frères Rockerfeller et la Fondation Oak.

## Résultats

- Défense et protection des **juristes abusivement poursuivis et menacés** en raison de leur travail contre la corruption et l'impunité. Certains sont encore en liberté – parfois malheureusement en exil – grâce aux interventions d'un collectif de juristes appuyés par ASFC qui agit dans 132 dossiers de criminalisation abusive de personnes qui défendent les droits humains.
- Un tribunal guatémaltèque a reconnu l'existence de **violences sexuelles systématiques contre les filles et adolescentes autochtones** dans le système d'instruction publique. C'est une troisième décision emblématique en ce sens obtenue avec le soutien d'ASFC, générant une forte jurisprudence en faveur des victimes. Dans ce cas particulier, la victime a réalisé son rêve : retourner à l'école.
- À la suite d'une communication présentée au Comité des droits des personnes handicapées des Nations Unies, des mesures sont obtenues pour préserver les droits d'une adolescente vivant avec un handicap dont le **droit à l'interruption de grossesse** avait été nié à la suite d'un viol.
- Grâce à l'appui d'ASFC, le Centre d'action légale pour les droits humains (Centro para la Acción Legal en Derechos Humanos – CALDH) est parvenu à mettre fin au processus de **criminalisation des défenseur.e.s du droit à la terre** de la communauté autochtone de Chicoyogüito, qui revendique pacifiquement la restitution de son territoire dont elle a été chassée pour la construction d'une base militaire en 1968. Vingt et un manifestant.e.s pacifiques ont ainsi évité la prison.

## Partenaires

- Asociación generando equidad, liderazgo y oportunidades (ASOGEN)
- Asociación de abogadas indígenas Chomija
- Asociación de Abogados y Notarios Mayas de Guatemala NIM AJPU (AANMAG)
- Asociación de justicia de Alta Verapaz (ASOJAV)
- Bufete Jurídico de Derechos Humanos (BDH)
- Bufete de Pueblos Indígenas (BPI)
- Centro para la Acción Legal en Derechos Humanos (CALDH)
- Consorcio de Asociaciones del municipio de Santiago de Atitlán
- Equipo de Estudios Comunitarios y Acción Psicosocial (ECAP)
- Refugio de la Niñez
- Unidad de Protección a Defensoras y Defensores de Derechos Humanos (UDEFEGUA)

# Honduras

« ASFC ne nous a pas seulement appuyés avec du financement [...] nous nous sommes assis ensemble en tant que camarades pour mener des processus et tenter de faire quelque chose contre ce grand monstre qu'est la violence dans ce pays. »

– Helen Ocampo, Centre des droits des femmes (*Centro de Derechos de la Mujeres* – CDM)

Représentantes de la Red de Trabajadoras Domésticas (RTD), du cabinet Bufete Justicia para los Pueblos (BJP) et ASFC après le dépôt d'un recours concernant les normes qui réglementent le travail domestique, Tegucigalpa, Honduras. © ASFC

## Projets

- « Gouvernance, justice et lutte contre l'impunité au Honduras » (GOJULIH) – 2018-2025, Affaires mondiales Canada – Programme d'aide bilatérale.
- « Société civile pour la consolidation des droits humains au Honduras » (Honduras con Derechos) – 2021-2024, en partenariat avec Oxfam et CEHPRODEC, Union européenne, Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme.
- « Renforcement de capacités pour la lutte contre la traite de personnes dans le Nord de l'Amérique centrale et en Colombie » (FINTRATA) – 2022-2026, Affaires mondiales Canada – Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité (PARCLC).

---

## Résultats

- Les trois cabinets spécialisés en litige stratégique, dont ASFC a appuyé la mise sur pied et le développement, sont maintenant des acteurs reconnus dans le domaine de la justice et des droits humains au Honduras. Ils ont mené 58 cas de litige stratégique et obtenu plusieurs victoires judiciaires emblématiques en faveur de plus de 22 000 personnes en situation de vulnérabilité. Cette pratique est en voie de devenir plus répandue et durable grâce à la publication d'un **guide de litige stratégique**.
- ASFC est au premier plan d'avancées majeures pour les droits sexuels et reproductifs des femmes :
  a. Claudia, une jeune femme injustement accusée d'interruption volontaire de grossesse (IVG) à la suite d'une fausse couche, est acquittée. Cette décision est la troisième du même genre obtenue grâce à l'appui d'ASFC, contribuant à la construction d'une jurisprudence en faveur des **femmes criminalisées en raison d'IVG ou d'urgences obstétricales**.
  b. Bien qu'il ait été rejeté en appel, ASFC a activement contribué à l'un des recours les plus décisifs à l'échelle mondiale **contre l'interdiction absolue de l'avortement** mené par l'Équipe juridique de droits humains (*Équipo Jurídico de Derechos Humanos*) au nom de plus de 20 organisations de la société civile actives en matière de droits des femmes.
  c. Le **libre usage de la pilule de contraception d'urgence** est autorisé au Honduras, à la suite des efforts de plaidoyer de nos partenaires Le Centre des droits des femmes (*Centro de Derechos Mujeres* – CDM) et Nous sommes nombreuses (*Somos Muchas*). Le cabinet partenaire Équipe juridique de droits humains (*Equipo Jurídico de Derechos Humanos* – EJDH), a conseillé le gouvernement dans la rédaction du décret exécutif.
- L'État de droit est renforcé grâce à la création d'un **processus d'observation et de contrôle citoyen de l'élection des juges** de la Cour suprême de justice du Honduras mené par ASFC et l'organisation partenaire Centre d'étude pour la démocratie (*Centro de Estudio para la Democracia* – CESPAD).

---

## Partenaires

- Asociación Calidad de Vida
- Asociación Campesina Pro-Mejoramiento y Defensa de Jutiapa El Hatillo
- Bufete Estudios por la Dignidad
- Bufete Justicia para los Pueblos
- Centro de Derechos de Mujeres
- Centro Hondureño de Promoción para el Desarrollo Comunitario
- Centro de Estudios para la Democracia
- Centro de Promoción en Salud y Asistencia Familiar
- Central Nacional de Trabajadores del Campo – La Paz
- Centro para el Desarrollo y la Cooperación LGTBI – Somos CDC
- Coalición Anticorrupción Honduras
- Colectiva de Mujeres Hondureñas
- Comité de Familiares de Detenidos Desaparecidos en Honduras
- Equipo Jurídico por los Derechos Humanos
- Laboratorio Ciudadano
- Oxfam Intermón
- Red de Abogadas Defensoras de Derechos Humanos
- Red de Trabajadoras Domésticas

# Haïti

« Notre lutte restera vivante tant que nos revendications ne seront pas satisfaites. Heureusement, nous avons les outils nécessaires pour aller de l'avant. »

– Michelet Longor, Coordonnateur du Mouvement des victimes du choléra (*Mouvman moun viktim kolera – MOMVIK*)

Représentation de la pièce de théâtre « Dechouke lanfè sou latè (Déraciner l'enfer sur terre) », février 2023, projet AJULIH, Cap-Haïtien, Haïti. © A4C

## Projets

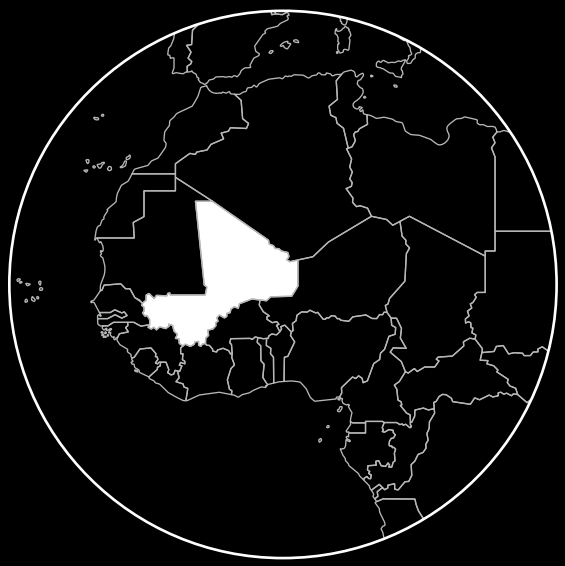
- « Accès à la justice et lutte contre l'impunité en Haïti » (AJULIH) – 2022-2023, Affaires mondiales Canada – Programme d'aide bilatérale
- « Femmes et filles debout avec dignité pour nos droits sexuels et reproductifs » (FANMKAD) – 2021-2025, en partenariat avec CARE Canada et Santé Monde, Affaires mondiales Canada – Programme d'aide bilatérale
- « Santé et droits sexuels et reproductifs des adolescent.e.s et des jeunes » (RESPECT) – 2021-2026, en partenariat avec Médecins du monde, Affaires mondiales Canada – Partenariats pour l'innovation dans le développement

## Résultats

- Libération de 97 personnes en situation de détention abusive grâce à des recours en *habeas corpus collectif* intentés par les avocates et avocats partenaires d'ASFC en collaboration avec le Conseil national d'assistance légale (CNAL) et le Haut-Commissariat des Nations-Unies, en utilisant le guide produit par ASFC. Il s'agit d'une pratique novatrice dans le pays qui est le fruit de plusieurs années de renforcement de capacités et qui permet de réduire **la détention abusive** en faisant contrôler efficacement par le tribunal la légalité de la détention.
- Plus de 18 000 personnes sont **sensibilisées** aux conséquences néfastes de la détention abusive grâce à la campagne médiatique et la **tournée théâtrale** « Déraciner l'enfer sur terre » (*Dechouke lanfè sou latè*) présentée par d'ex-détenu.e.s.
- Le tribunal condamne un homme à une peine de cinq ans d'emprisonnement et à 500 000 gourdes de dommages et intérêts pour **violence conjugale**, un rare cas emblématique qui fait jurisprudence à la suite du recours mené par le collectif d'avocat.e.s spécialisé.e.s en litige stratégique de droits humains en Haïti.
- Des organisations portent haut et fort la voix des **victimes du choléra** à la suite de la formation de 15 de leurs membres en matière de plaidoyer et de communication sur les médias sociaux.

## Partenaires

- Asosyasyon fanm solèy Dayiti (AFASDA)
- Association quatre chemins (A4C)
- Association des victimes du choléra de Carrefour (ASSOVIC-C)
- Barreau de Port-au-Prince
- Barreau du Québec
- Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH)
- CARE Canada
- Collectif d'avocat.es spécialisé.es en litige stratégique (CALSDH)
- Collectif contre l'impunité
- Combite pour la paix et le développement (CPD)
- ÉDUCALOI
- Ensemble Contre la Corruption (ECC)
- Fanm Deside
- Fondation devoir de mémoire
- Fondation konesans ak libète (FOKAL)
- Fondation Toya
- Groupe des PTF Justice et état de droit
- Héritage pour la protection des droits humains
- INURED
- Kay Fanm
- Laboratoire des droits humains et d'expertise sociojuridique
- Médecins du Monde Canada
- Ministère de la justice et de la sécurité publique (MJSP)
- Movman moun viktim kolera (MOMVIK)
- Mouvement des femmes haïtiennes pour l'éducation et le développement (MOUFHED)
- Office de la protection du citoyen (OPC)
- Òganizasyon viktim kolera Ayiti (OVICH)
- Réseau national de défense des droits humains (RNDDH)
- Santé Monde
- Solidarite fanm ayisyèn (SOFA)



# Mali

« Je suis fière d'avoir remporté ce titre dans la robe de mon métier de rêve, celle de procureure. »

– Assitan Coulibaly, gagnante du concours de plaidoirie « *À vous Maîtres* », 30 juillet 2022

Assitan Coulibaly, gagnante du concours national de plaidoirie « À vous Maîtres » organisé par la Tribune des jeunes pour le droit (TRIJEUD), projet JUPAX, Bamako, Mali, © Mee Enterprise

## Projets

- « Appui à la justice et la paix au Mali » (JUPAX) – 2021-2025, Affaires mondiales Canada – Programme d'aide bilatérale.
- « Soutenir la lutte contre l'impunité au Mali » (SLIM) – 2020-2022, en partenariat avec la Fédération internationale des droits humains (FIDH) et Amnistie internationale, Union européenne – Instrument contribuant à la stabilité et à la paix.
- « Les jeunes engagés pour une paix durable : Appui à la participation des jeunes aux processus de réconciliation au Mali » (PROPAJER) – 2021-2022, en partenariat avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ONU – Fonds du Secrétaire général pour la consolidation de la paix.
- « Étude mondiale sur le statut et les possibilités de réparation pour les personnes survivantes de violences sexuelles liées au conflit au Mali », 2021-2023, Global Survivors Fund.

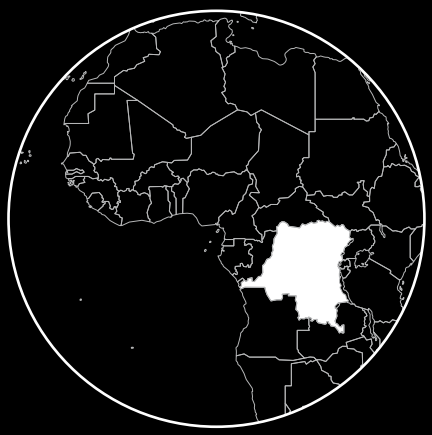
## Résultats

- Pour une première fois au Mali, des audiences spéciales sur **l'esclavage par ascendance** se tiennent au tribunal dans la région de Kayes, grâce au travail mené par l'association Temedt avec le soutien d'ASFC : 87 personnes accusées et 56 personnes détenues sont entendues et jugées. La tenue de ces assises est un autre jalon important dans la lutte contre cette pratique néfaste, de laquelle il était pourtant impossible de parler publiquement il y a quelques années.
- La parole est libérée et la vérité est rétablie sur les **violences sexuelles en contexte de conflit** grâce aux témoignages des femmes et enfants victimes lors de la 5e audience publique de la Commission vérité, justice et réconciliation (CVJR). Dans un processus de reconnaissance nationale et de réparation, cette audience tenue devant un public bouleversé a été largement diffusée auprès de la population malienne.
- Des formations permettent **l'émergence d'une nouvelle génération de juristes de droits humains**, notamment en droits des femmes. Huit participants au programme de la relève générationnelle ont d'ailleurs été admis au concours d'accès à la magistrature.
- Une étude menée auprès de 300 jeunes dans trois régions du Mali propose de véritables solutions pour assurer une **meilleure participation de la jeunesse aux processus de justice transitionnelle**. Première en son genre, cette étude, qui a été réalisée grâce à une approche « jeunes à jeunes », constitue un puissant outil de plaidoyer pour relayer les attentes et les besoins des jeunes aux institutions responsables de la mise en œuvre de la justice transitionnelle.

## Partenaires

- Association des Juristes Maliennes (AJM)
- Association Noyau Dur pour la promotion de la Justice Transitionnelle au Mali (AND-Mali)
- Association pour le Progrès et la Défense des Droits des femmes maliennes (APDF)
- Association Temedt Mali (TEMEDT)
- Collectif Cri de Cœur (CCC)
- Commission Vérité, Justice et Réconciliation du Mali (CVJR)
- Groupe de Recherches et d'Applications Techniques (GRAT)
- Groupe de Recherche, d'Étude, de Formation Femme-Action (GREFFA)
- Réseau des Jeunes pour une Justice Transitionnelle Inclusive au Mali (R2JTIM)
- Tribune Jeunes pour le Droit au Mali (TRIJEUD)
- Women in Law and Development in Africa/Femmes, Droit et Développement (WILDAF Mali)

# République démocratique du Congo



## Projet

- Tumaini – Santé et droits des femmes, des adolescentes et des enfants – 2022-2028, en partenariat avec l'Unité de santé internationale de l'Université de Montréal, Affaires mondiales Canada – Partenariats pour l'innovation dans le développement.

## Résultats

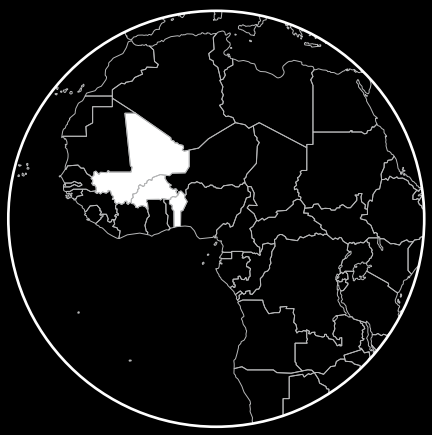
- Une analyse est réalisée sur l'état des droits sexuels et reproductifs et la lutte aux violences basées sur le genre en République démocratique du Congo, plus particulièrement dans le Sud-Kivu. Cette analyse permet d'orienter les stratégies et interventions qui seront privilégiées afin de renforcer l'accès des femmes et des adolescentes aux services holistiques fournis par la Fondation Panzi.

## Partenaire

- Unité de santé internationale de l'Université de Montréal

Mission de lancement du projet TUMAINI en Santé et droits des femmes, des adolescentes et des enfants, Bukavu, République démocratique du Congo, ©ASFC

# Mali
# Bénin
# Burkina Faso



## Projet

- Santé et droits des femmes, des adolescentes et des enfants (PLURIELLES) – 2021-2027, en partenariat avec Santé Monde et SOCODEVI – Affaires mondiales Canada – Partenariats pour l'innovation dans le développement.

## Résultats

- Une analyse est réalisée sur l'état des droits sexuels et reproductifs et la lutte aux violences sexuelles basées sur le genre au Bénin, au Burkina Faso et au Mali.
- Six organisations de la société civile burkinabè sont soutenues dans la production d'un rapport alternatif soumis au Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de l'Examen périodique universel du Burkina Faso. Seul rapport alternatif portant sur les droits sexuels et reproductifs et les violences basées sur le genre, il met en lumière les problématiques qui touchent spécifiquement les femmes et les adolescentes et rappelle les obligations de l'État à leur égard.

## Partenaires

- Association des femmes juristes du Burkina Faso (AFJ-BF)
- Centre d'information et de formation sur les droits humains en Afrique (CIFDHA)
- Centre pour la qualité du droit et la justice (CQDJ)
- Groupe technique santé de la reproduction (GTSR)
- Groupe de recherche-action sur la sécurité humaine (GRASH)
- Voix de femmes

Rencontre avec l'Association des femmes juristes du Bénin, projet PLURIELLES, Cotonou, Bénin, © Santé Monde

# Ukraine

## Projet

- « Impact du conflit en Ukraine sur les femmes » – 2022-2023, Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec et Barreau du Québec.

## Résultats

- À la suite du démarrage du projet dans un contexte volatile de conflit armé, un soutien aux services juridiques a été offert à travers une **ligne téléphonique d'aide** pour les victimes survivantes de violences sexuelles.
- Grâce au renforcement de capacités mené en collaboration avec ASFC, l'organisation partenaire JurFem a renforcé ses capacités et pris en charge trois dossiers de **violences sexuelles liées au conflit armé**.
- Une relation de collaboration durable est développée à l'occasion d'une mission de deux avocates de JurFem à Ottawa, Québec et Montréal.

## Partenaire

- L'association d'avocates ukrainiennes « JurFem »

Marta Zmysla, coordinatrice de la ligne d'appel d'urgence de JurFem (à droite) en entrevue avec des journalistes belges, Lviv, Ukraine © JurFem

## Prix Justice Pro Brono 2022

À l'occasion de son 20e anniversaire, Avocats sans frontières Canada a obtenu le prix Justice Pro Bono. Ce prix reconnaît l'apport exceptionnel de juristes et d'organisations sans but lucratif au développement des services juridiques pro bono au Québec.

Avocats sans frontières Canada a facilité l'implication de plus de 1000 juristes du Canada afin qu'ils mettent leur expertise au service de leurs confrères et consœurs d'autres pays qui en ont le plus besoin. La contribution des volontaires s'élève à plus de 7 M$ en services pro bono.

## Prix Partenariat 2022

Avocats sans frontières Canada, fière corécipiendaire du Prix Partenariat 2022 remis par le Conseil de recherche en sciences humaines au Partenariat canadien pour la justice internationale (PCJI).

Dirigé par la professeure Fannie Lafontaine, le PCJI est un partenariat pancanadien regroupant 25 chercheuses et chercheurs, dont Me Pascal Paradis et Me Philippe Tremblay, respectivement directeur général et avocat principal d'ASFC. Les travaux produits dans le cadre du partenariat visent à renforcer l'accès à la justice pour les victimes de crimes internationaux, comme le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre.

Le récipiendaire du Prix Justice Pro Bono, Me Pascal Paradis, Ad. E.
et Me Anne-Marie Santorineos, novembre 2022, Montréal, Canada © Sylvain Légaré

# États financiers

## État des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 mars

| | 2023 ($) | 2022 ($) |
|---|---|---|
| **PRODUITS** | | |
| Contributions des bailleurs de fonds pour les programmes | **15 503 247** | 13 621 440 |
| Contributions sous forme de services rendus | **1 276 982** | 485 993 |
| Financement privé | **290 340** | 178 283 |
| Financement public | **29 599** | 419 291 |
| Autres | **62 076** | 34 349 |
| | **17 162 244** | 14 739 356 |
| **CHARGES** | | |
| Programmes | **13 830 169** | 12 238 855 |
| Contributions sous forme de services rendus | **1 276 982** | 485 993 |
| Administration et soutien aux programmes | **1 949 934** | 1 966 074 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | **23 628** | 22 156 |
| | **17 080 713** | 14 713 078 |
| **EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES** | **81 531** | 26 278 |

## État de l'évolution de l'actif net

Pour l'exercice terminé le 31 mars

| | | | | 2023 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| | Non affecté ($) | Fonds de prévovance ($) | Investi en immobilisations corporelles ($) | Total ($) | Total ($) |
| **SOLDE**, début de l'exercice | **84 921** | **2 205 000** | **91 781** | **2 381 702** | 2 355 424 |
| Excédent (insuffisance) des produits sur les charges | **105 159** | **–** | **(23 628)** | **81 531** | 26 278 |
| Investissement en immobilisations corporelles | **(18 624)** | **–** | **18 624** | **–** | – |
| **SOLDE**, fin de l'exercice | **171 456** | **2 205 000** | **86 777** | **2 463 233** | 2 381 702 |

## Bilan

Au 31 mars

| | 2023 ($) | 2022 ($) |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| **ACTIF À COURT TERME** | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | **4 428 013** | 5 918 741 |
| Créances | **917 561** | 372 714 |
| Avances aux partenaires – projets | **949 398** | 361 307 |
| Frais payés d'avance | **49 613** | 30 530 |
| | **6 344 585** | 6 683 292 |
| **IMMOBILISATIONS CORPORELLES** | **86 777** | 91 781 |
| | **6 431 362** | 6 775 073 |
| **PASSIF** | | |
| **PASSIF A COURT TERME** | | |
| Dettes de fonctionnement | **544 634** | 453 504 |
| Produits reportés | **3 423 495** | 3 939 867 |
| | **3 968 129** | 4 393 371 |
| **ACTIF NET** | **2 463 233** | 2 381 702 |
| | **6 431 362** | 6 775 073 |

# Publications

## Colombie

- Ajuste normativo de trata de persona en Colombia : propuesta de reforma y acciones urgentes (espagnol)
- Análisis de sentencias del delito de trata de persona en Colombia (espagnol)
- Recomendaciones al Estado colombiano para el abordaje del delito de trata de persona (espagnol)
- La complementariedad de la justicia en Colombia : una contribución a la lucha contra la impunidad de crímenes internacionales (espagnol)

## El Salvador

- « Estándares internacionales de derechos humanos utilizados por tribunales salvadoreños en casos de violencia contra las mujeres » (espagnol), en ligne : https://asfcanada.ca/es/medias/estandares-internacionales-de-derechos-humanos-utilizados-por-tribunales-salvadorenos-en-casos-de-violencia- en-contra-de-mujeres/

## Guatemala

- Estudio sobre el acceso a la justicia de mujeres y niñas indígenas víctimas de violencia sexual y violencia basada en género en Guatemala https://asfcanada.ca/es/medias/estudio-sobre-el-acceso-a-la-justicia-de-mujeres-y-ninas-indigenas-victimas- de-violencia-sexual-y-violencia-basada-en-genero-en-guatemala/

## Honduras

- Guía de litigio estratégico en Honduras (espagnol)
- La lucha contra el femicidio en Honduras : para que no muera de forma violenta ni una mujer más (espagnol)
- Primer Informe de Veeduría : Proceso de Elección de Magistrados/as de la Corte Suprema de Justicia (espagnol)

## Haïti

- 2e de l'atelier « Féminin, masculin/déconstruction de l'ordinaire » (français)
- Elles ont échappé à la violence des gangs armés haïtiens, pour l'instant (français)
- Haïti : Avocats sans frontières Canada et le CALSDH appellent au renforcement de l'État de droit (français)
- Criminalité : Asfc et le Calsdh appellent à combattre l'impunité en Haïti (français)
- Haïti – justice : Avocats sans frontières Canada lance un guide pratique sur le recours en habeas corpus (français)
- Un guide pratique sur le recours en habeas corpus pour lutter contre la détention préventive prolongée (français)
- Haïti – ASF Canada : l'inaction de l'État dans l'enquête sur l'assassinat du bâtonnier Dorval montre un manque d'engagement à combattre l'impunité (français)
- ASFC et le CALSDH appellent à la poursuite de l'enquête sur l'assassinat de Me Monferrier Dorval (français)
- Droits humains : L'organisation Avocats sans frontières Canada dénonce les conditions de détention inhumaines en Haïti (français)
- Portraits de femmes militantes (français – créole)
- L'État haïtien a une part de responsabilité dans les viols collectifs perpétrés à la prison civile des Gonaïves (français)
- ASFC appelle l'État haïtien à endosser sa part de responsabilité (français)

## Mali

- Jeunes et justice transitionnelle au Mali : enjeux, défis et opportunités liés à leur participation (français)

# Vidéos

## Élevons nos voix

Élevons nos voix © ASFC

## Guatemala

« El principio de no discriminación » avec deux coopérantes du Guatemala : Julia Olarte et Sophie Masson (en ESP) © ASFC

## Colombie

Série de vidéos pour la diffusion et la vulgarisation du rapport « La complementariedad de la justicia. Una contribución en la lucha contra la impunidad de crímenes internacionales » (en ESP) © ASFC

## El Salvador

Animation sur une condamnation contre un professeur universitaire déclaré coupable par un tribunal de San Salvador pour avoir harcelé et blessé une étudiante, (en ESP) © ASFC

## Haïti

Le combat contre la détention provisoire abusive en Haïti, réalisation Oldy J. Auguste, © ASFC

## Mali

Des avancées en faveur des droits humains sont possibles au Mali, grâce à eux, projet JUPAX, © ASFC

## Honduras

La mémoire historique pour que justice soit faite avec l'organisation partenaire COFADEH qui travaille pour la lutte contre l'impunité. Tegucigalpa, Honduras. © ASFC

## Ukraine

Séminaire « Ukraine 1 year after : JurFem's fight against sexual violence », Lviv, Ukraine, Québec, © ASFC

Vous pouvez voir d'autres vidéos sur nos programmes ici.

# Merci à nos **partenaires**

## Partenaire sans frontières

Barreau du Québec

## Partenaires prestiges

CDPQ

EDC

FinDev Canada

Power Corporation du Canada

## Partenaires majeurs

Corporation de services Barreau

CAIJ

Cain Lamarre

CGI

Fasken

GBV Avocats

mccarthy tétrault

Norton Rose Fulbright

## Partenaires associés

Autorité des marchés financiers

Banque Nationale

Barreau de Québec

Fonds de solidarité FTQ

TUAC Section locale 500

## Partenaires commanditaires

Bell

Blakes Avocats

EY

mmgc

Poudrier Bradet Avocats

## Partenaires de services Pro Bono

KPMG

Cain Lamarre

La Firme

mccarthy tétrault

Norton Rose Fulbright

TACT Intelligence - Conseil

**Avocats**
sans frontières
Canada

686, Grande Allée Est
Québec (Québec) G1R 2K4

info@asfcanada.ca

asfcanada.ca